

Réunion de lancement du Forum pour l'avenir de la démocratie

Varsovie, Château royal
3-4 novembre 2005

Discours

Direction générale des affaires politiques

Conseil de l'Europe

Les vues exprimées dans cet ouvrage sont de la responsabilité des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la ligne officielle du Conseil de l'Europe.

Toute demande de reproduction ou de traduction de tout ou d'une partie du document doit être adressée à la Division de l'information publique et des publications, Direction de la communication (F-67075 Strasbourg ou publishing@coe.int). Toute autre correspondance relative à cette publication doit être adressée à la Direction générale des affaires politiques.

Couverture: Atelier de création graphique, Conseil de l'Europe

Réalisé par le Service de production des documents et des publications (SPDP) du Conseil de l'Europe

© Conseil de l'Europe, octobre 2006

Imprimé dans les ateliers du Conseil de l'Europe

Sommaire

	<i>Page</i>
Préface	5
Discours d'ouverture	
Lech Wałęsa <i>Président d'honneur</i>	7
Joaquim Duarte <i>Président des Délégués des Ministres du Conseil de l'Europe</i>	13
René van der Linden <i>Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe</i> ...	17
Giovanni Di Stasi <i>Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe</i>	21
Maud de Boer-Buquicchio <i>Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe</i>	24
Discours principaux	
Europe, démocratie et participation civique <i>Timothy Garton-Ash, université d'Oxford</i>	29
Gouvernance globale, bonne gouvernance ou dignité de l'homme <i>Gesine Schwan, université de Viadrina, Francfort-sur-l'Oder</i>	42
Conclusions et perspectives	
Conclusions du président	49
Le forum en tant que processus: et maintenant, qu'allons-nous faire? <i>Terry Davis, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe</i>	53

Préface

Le 3^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de l'Europe, qui s'est tenu au Château royal de Varsovie (Pologne) en mai 2005, a établi le Forum pour l'avenir de la démocratie afin de «renforcer la démocratie, les libertés politiques et la participation des citoyens».

Le forum, qui est basé sur le principe de réunions annuelles, à l'invitation d'un Etat membre du Conseil de l'Europe, «permettra des échanges d'idées, d'informations et d'exemples de meilleures pratiques, ainsi que des discussions sur des actions futures éventuelles». Le forum contribuera à renforcer, à travers ses réflexions et propositions, les travaux de l'Organisation en matière de démocratie.

La réunion de lancement du Forum pour l'avenir de la démocratie s'est tenue du 3 au 4 novembre 2005, à l'invitation de la présidence polonaise du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, dans les mêmes lieux que le 3^e Sommet, soit le Château royal de Varsovie.

La réunion de Varsovie a rassemblé des représentants des autorités gouvernementales, des parlements, des autorités locales et régionales, et de la société civile des Etats membres du Conseil de l'Europe pour discuter du thème de la participation des citoyens. Lech Wałęsa, ancien Président de la Pologne, a prononcé un discours introductif à l'ouverture de cette réunion.

Discours d'ouverture

Lech Wałęsa

Président d'honneur

Je vous remercie humblement de m'avoir invité à prendre la parole aujourd'hui, devant une audience aussi éminente.

Comme la plupart d'entre vous le savent sans doute, je suis un homme politique. Et c'est au détour d'une histoire aux connotations tout à fait pratiques que je participe à cette réunion dans cette salle magnifique.

Il est donc possible que ma vision de la démocratie soit différente de celle que vous avez en Europe. Je développerai davantage par la suite ce point sur ma conception de la démocratie.

Ce que je tiens à dire d'ores et déjà est que j'espère qu'un groupe comme celui-ci pourrait présenter deux postulats très simples.

Le premier partirait du constat que, à la fin du xx^e siècle, nous avons vécu une période où le monde ressemblait à une jungle, où les hommes manifestaient de l'agressivité les uns vis-à-vis des autres. Nous avons surmonté cet état de choses par le biais du développement de la technologie, par une évolution. Nous avons traversé une période de technologie de l'information, de mondialisation. En adoptant une approche pratique face à la vie, nous avons modifié notre point de vue, les erreurs du passé n'ayant plus leur place dans le monde actuel.

Nous devons donc nous entretenir sur ces questions de manière à davantage comprendre, à développer les structures correspondant à l'époque actuelle, et tout cela dans un but tout à fait noble. Nous allons pouvoir ainsi lancer des passerelles vers cette époque nouvelle de solidarité dans laquelle chaque individu aura à jouer un rôle essentiel en vue de la paix, du développement et de la croissance. Cela ne sera possible que si nous parvenons à développer ces programmes et ces structures nouvelles.

Si, par contre, nous nous en tenons à des approches et à des types de comportement révolus, comme nous avons pu l'observer lors des élections en Pologne et en Allemagne, notre vision de la situation sera alors bien différente. Il est donc essentiel qu'en lançant des idées nouvelles nous les concrétisions en nous appuyant sur les objectifs correspondants.

Certes, nous avons de nombreuses attentes en matière de démocratie. Mais dès lors qu'il s'agit de réfléchir en pratique à la démocratie, l'on ne parvient pas forcément à les formuler concrètement.

Ce que je souhaite vous dire se fonde sur la manière dont je suis entré en politique. J'ai eu un parcours assez atypique. Comme vous le savez, il y a certains endroits, certains lieux où les gens ont accumulé une certaine expérience, où ces gens sont conscients des opportunités qui s'offrent à eux, savent ce qui peut être fait. J'appartiens à un tel lieu: la Pologne. Varsovie est exactement ce type d'endroit.

Et il me semble que ce que nous proposons, que ce que nous offrons, n'est pas totalement approprié. Nous devons en effet aller au-delà, pour trouver des solutions encore plus adaptées.

Jusqu'à la fin du xx^e siècle, la démocratie était devenue une véritable caricature. Les hommes politiques ne réfléchissaient qu'en termes de mandat, de poste. Lorsqu'ils se présentaient aux élections, ils voulaient absolument gagner ces élections. Il n'y avait plus de véritables hommes d'Etat. Plus d'hommes d'Etat dotés d'une réelle vision politique. Ils apparaissent à la télévision, parce que cela leur permet de se faire connaître. Mais que disent-ils?

La manière dont les choses fonctionnaient au xx^e siècle n'est plus adaptée au xxi^e siècle, que ce soit en matière économique ou en matière politique. Par le passé, il n'y avait pas d'ordinateur, nous vivions tous derrière nos frontières. Les frontières étaient contrôlées.

Un individu pouvait créer un parti politique. Ce parti politique gagnerait les élections et puis le peuple serait déçu puisque ce parti ne tiendrait pas ses promesses.

Ma génération doit maintenant trouver de nouvelles solutions. Tout individu, même s'il n'est pas inscrit à un parti politique doit être consi-

déré comme participant de plein droit à la démocratie, comme faisant partie intégrante de la démocratie.

J'ai fait des propositions lorsque je suis devenu Président de la Pologne. Des divisions politiques existaient en effet: la gauche d'une part, la droite de l'autre, avec les slogans politiques qui leur sont généralement rattachés: à la gauche la propriété d'Etat, l'athéisme, et à la droite la foi en Dieu et la propriété privée. Mais, bien souvent, il est difficile de déterminer ce qui se cache derrière ces deux camps. L'on trouvait également un autre niveau: les populistes qui s'adressaient au peuple.

Je crois que nous devons dépasser les clivages. Au vu de toute l'information dont nous disposons, on ne peut plus véritablement réfléchir en termes d'Etats-nations, mais en termes de continents et de monde. Alors, dans ce nouveau contexte, que signifient ces divisions politiques?

Nous sommes à l'ère informatique, nous devons donc passer à un niveau plus élevé en matière d'organisation structurelle. Nous devons – ma génération doit – trouver des solutions plus avisées. Il me semble que la démocratie se fonde sur deux piliers, une structure appropriée. Certes, du jour au lendemain, on peut se débarrasser d'un dictateur et tenter de mettre en place des structures démocratiques. Mais encore faut-il apprendre aux citoyens à tirer le meilleur de cette démocratie.

Les Américains n'ont pas réussi en Irak. Sans doute pensaient-ils qu'il leur suffirait d'arriver sur le territoire irakien, de mettre en place la démocratie, d'organiser des élections et qu'il y aurait ainsi une véritable démocratie. Mais les choses n'ont pas fonctionné de la sorte.

Et je ne suis pas sûr d'avoir raison, mais je pense sincèrement que cette génération doit commencer à réfléchir en termes globaux, en termes de continent et, encore mieux, en termes de monde. Nous devons trouver les solutions qui correspondent au monde d'aujourd'hui.

Nous arrivons tous au même diagnostic. On se rend compte que la démocratie ne va pas forcément très bien. Mais quelle est la thérapie? Il est vrai que tout était plus simple du temps des Etats-nations, quand tout se passait sur des territoires limités par des frontières. Mais aujourd'hui, nous avons connaissance de tout ce qui se passe dans les autres pays.

Nous avons tous observé ce qui s'est passé en Ukraine. J'y étais d'ailleurs précisément lors de la révolution orange. A ce moment-là, la possibilité d'élire un Président et un parlement s'est présentée, et il fallait que les peuples saisissent cette occasion.

Il faut beaucoup se méfier des dangers de l'oligarchie. Nous l'avons observée en Ukraine et les mêmes faits peuvent se produire à l'échelle continentale.

Nous devons par ailleurs réfléchir aux fondements que nous souhaitons donner à la démocratie. La nouvelle Constitution garantit la liberté, notamment la liberté d'association et la liberté en matière d'activités économiques. Elle stipule aussi que tout ce qui est spirituel relève du domaine privé, ce qui est un concept fort intéressant, mais qui appartient au xx^e siècle. Or il me semble que, plus nos technologies sont développées, plus nous avons besoin de ces valeurs.

Notre première question est donc la suivante: quels sont les fondements de ce que nous édifions? S'agit-il uniquement de liberté? A mon avis, pas du tout. Il ne s'agit pas de placer cinq policiers derrière chaque homme politique pour s'assurer qu'il n'est pas corrompu. Il s'agit d'éduquer les consciences des peuples, de féliciter les citoyens lorsqu'ils se comportent comme il faut et, autrement, de les sanctionner.

Je souhaite aussi vous faire part de l'expérience de Solidarność, à la tête duquel je me trouvais à ses débuts.

Il a été dit que la Pologne a trahi en 1949, alors que le système communiste avait été imposé. A Solidarność, nous étions les seuls à protester, les seuls à dire: «ce n'est pas la vraie solution». Or ce système nous a été imposé et pendant des décennies nous avons lutté contre ce système, ce qui a eu pour résultat qu'une fatigue générale s'est installée et que plus personne ne voulait se battre.

Et, pourquoi une telle lassitude?

En Pologne, il y avait 200 000 militaires soviétiques, la plupart d'entre eux étaient déployés sur la frontière polonaise. Nous avons discuté avec les chefs d'Etat et de gouvernement du monde libre, et pas un seul n'a cru que nous, Solidarność, pouvions gagner. Avant 1981, pas un seul ne pensait que nous pouvions gagner.

Et pourtant un événement s'est produit, auquel nul ne s'attendait: un Polonais est devenu pape. Et ce pape a réveillé les nations. Il a réveillé la nation polonaise. Et nous sommes parvenus à réunir l'aspect matériel et l'aspect spirituel.

Et si nous parvenons, une fois de plus, à combiner le domaine spirituel avec les structures politiques appropriées, alors nous n'aurons plus à craindre les conséquences de la mondialisation pour l'Union européenne. Si nous suivons cette voie, si nous enseignons aux jeunes comment suivre cette voie, alors nous y parviendrons. Mais si l'on s'en réfère uniquement à la liberté, si l'on oublie Dieu, si l'on oublie la liberté de conscience, alors nous n'aurons aucune chance d'arriver à de véritables changements révolutionnaires.

Pourtant, de telles transformations se sont produites dans cette partie de l'Europe. Tant de générations se sont battues pour l'unité européenne!

Du temps de Solidarność, nous avons su saisir cette opportunité historique unique. Nous devons également saisir celle qui se présente aujourd'hui. De véritables solutions structurelles doivent être trouvées. Il nous faut parvenir aux bonnes conclusions, tirer les enseignements de nos échecs et de nos réussites.

Lorsque j'ai pris la parole tout à l'heure, j'ai dit que, jusqu'à la fin du xx^e siècle, nous avons vécu dans une jungle. C'était la loi de la jungle qui déterminait nos comportements en tant qu'individus, nos comportements en tant qu'Etats.

Mais si nous voulons survivre en tant qu'humanité au xxi^e siècle, nous avons besoin des valeurs de la solidarité. Ce n'est que grâce à la solidarité que nous trouverons des solutions à nos problèmes. Toute autre approche aura des coûts certains.

Je vous souhaite plein succès dans vos travaux. Je suis sûr que vous allez entendre des idées extrêmement intéressantes émanant du professeur Garton Ash et des autres intervenants.

Evitons toutefois de nous limiter à la recherche de placebos. L'humanité se développe par bonds en avant, suivis par des périodes moins dynamiques. Nous le savons très bien grâce à notre expérience au sein de

Solidarność. Nous savons que nous avons fait un bond en 1981, et puis nous avançons maintenant beaucoup plus lentement.

Nous devons absolument trouver la bonne thérapie, les bonnes solutions, afin de faire un nouveau bond en avant.

Joaquim Duarte

Président des Délégués des Ministres du Conseil de l'Europe

Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs,

Les 16 et 17 mai derniers se tenait ici même, au château de Varsovie, le 3^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de l'Europe. A l'issue de ce rendez-vous politique déterminant pour notre Organisation, la Pologne a passé au Portugal la présidence du Comité des Ministres, présidence que j'ai l'honneur de représenter ici.

Mon pays a, comme vous le savez, fait de la mise en œuvre des décisions du Sommet de Varsovie sa priorité et nous procéderons à l'occasion de la session ministérielle des 16 et 17 novembre prochains à un premier bilan de ce qui a été accompli.

Dans ce contexte, permettez-moi de rendre hommage à l'engagement et à la générosité des autorités polonaises qui, non contentes d'avoir reçu le sommet en mai dernier, président – six mois plus tard – au lancement d'une de ses initiatives les plus marquantes: le Forum pour l'avenir de la démocratie.

Il y a à cet égard une forte symbolique du lieu: l'idée du forum est née ici, dans ce château, qui fut à la fois le témoin et la victime du prix que la Pologne a payé à la folie de l'homme, au travers des deux systèmes totalitaires du xx^e siècle.

A quelques centaines de kilomètres d'Auschwitz et tout près de ce que fut le ghetto de Varsovie, le «plus jamais ça» qui fonde le Conseil de l'Europe prend toute sa signification. Ici – plus qu'ailleurs peut-être – la démocratie manifeste son incontournable nécessité.

C'est aussi en Pologne que se joua pour cette partie de l'Europe – il y a maintenant vingt-cinq ans – l'avenir de la démocratie. Dans les chantiers de Gdansk, la flamme de la liberté se remit à briller derrière ce qu'on appelait alors le rideau de fer, et une poignée d'hommes courageux de Solidarność défièrent le régime. C'est grâce à des combattants de la

liberté déterminés, comme le Président Wałęsa – que nous venons d'entendre – que la Pologne entreprit de se libérer du régime totalitaire qui l'opprimait.

C'est de ce pays meurtri que la démocratie gagna toute l'Europe, que la liberté triompha de l'oppression et le droit de la force. Il est particulièrement opportun que, à un moment où la démocratie ne semble plus mobiliser les citoyens, nous nous rappelions les errements auxquels le totalitarisme peut conduire.

L'Europe se trouve actuellement dans une situation paradoxale: jamais la démocratie n'y a été aussi répandue – elle gagne même du terrain dans des pays qui jusqu'à présent en étaient privés –, mais, dans les pays qui en bénéficient depuis un demi-siècle, l'idéal démocratique ne semble plus mobiliser. Comme si à force de vivre la démocratie on en avait oublié le prix.

Ce constat, nous le faisons aussi dans les pays qu'on a appelés pendant longtemps les «nouvelles démocraties», où l'euphorie et la soif démocratiques des années 1990 se sont progressivement, et parfois même rapidement, tarées.

Certes aujourd'hui des défis redoutables comme le terrorisme, la corruption, la traite des êtres humains et le crime organisé cherchent à déstabiliser les régimes démocratiques. De plus, l'opacité du processus politique, le manque de dialogue et le décalage entre le discours et la réalité créent une coupure entre les gouvernants et les gouvernés.

Or le pire ennemi de la démocratie est l'indifférence, l'égoïsme et l'absence d'engagement des citoyens. Nous devons nous interroger sur les raisons de cette désaffection et sur les moyens permettant de redonner à tous les niveaux son véritable sens à la citoyenneté démocratique. Il faut voir comment remobiliser les Européens.

C'est l'objectif que les chefs d'Etat et de gouvernement ont fixé au Conseil de l'Europe en mai dernier, en décidant de créer le Forum pour l'avenir de la démocratie et, à cet égard, le thème de cette réunion de lancement ne pouvait être mieux choisi.

Le Sommet de Varsovie a voulu recentrer le Conseil de l'Europe sur ses métiers d'excellence et développer, à côté des droits de l'homme et de

l'Etat de droit, la démocratie, le troisième pilier du projet européen. Pour ce faire, le Conseil de l'Europe ne part pas de rien et surtout il dispose d'un inestimable réseau d'acteurs de la démocratie, les responsables gouvernementaux, les parlementaires, les élus locaux, les représentants de la société civile.

Je n'entrerai pas ici dans le détail de toutes les initiatives que le Conseil de l'Europe a prises depuis plus de cinquante ans pour faire vivre la démocratie. Nous avons parmi nous le Président de l'Assemblée parlementaire, M. van der Linden, et le Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, M. Di Stasi, qui diront mieux que moi comment, aux niveaux parlementaire et local, le Conseil de l'Europe fait vivre la démocratie. Pour le côté intergouvernemental, je me bornerai à citer quelques-unes des activités les plus fondamentales, comme la défense de la liberté d'expression et d'association, l'élimination de la discrimination et la promotion de la parité.

Cette action, le Conseil de l'Europe la poursuit aujourd'hui en travaillant sur ce que l'on appelle communément la démocratie électronique. Il s'agit en l'occurrence de veiller à ce que les nouveaux modes de communication et d'interaction entre électeurs et élus, entre gouvernants et gouvernés, rendus possibles grâce aux technologies modernes de l'information, contribuent à créer un débat et une vie démocratique plus riches, plus ouverts et plus transparents, en évitant les écueils du populisme et les faux-semblants.

Nul doute que ce forum sera l'occasion de débattre de ces questions. Cela étant, l'attente du Conseil de l'Europe, et en particulier du Comité des Ministres, n'est pas simplement que vous teniez un débat théorique sur la démocratie.

Notre ambition est tout autre. Ce forum doit être, pour nous, l'occasion d'identifier des pistes d'actions concrètes pour revitaliser le débat démocratique et l'adapter au contexte et aux défis du monde moderne. Ces pistes d'actions concrètes devront être source d'inspiration pour les 46 Etats membres de cette Organisation, mais aussi pour le Conseil de l'Europe lui-même.

Aussi les propositions, voire les recommandations, qui sortiront de cette enceinte seront-elles présentées lors de la prochaine session du Comité

des Ministres, à la mi-novembre. Elles pourront être transcrites dès 2006 dans des actions précises à mener par le Conseil de l'Europe et ses institutions.

C'est donc en formulant le vœu que ces deux journées aboutissent à des conclusions concrètes que je conclurai mon intervention.

René van der Linden

Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Mesdames, Messieurs,

Je suis un démocrate. Je fais de la politique depuis près de trente ans; je suis membre de l'Assemblée parlementaire depuis plus de quinze ans et j'en assure la présidence depuis janvier. Il est donc tout à fait naturel que je sois très intéressé par le présent Forum pour l'avenir de la démocratie et honoré de prendre la parole à sa réunion de lancement, d'autant plus que le forum est, à l'origine, une initiative de l'Assemblée.

Le Château royal, où nous nous réunissons, est aussi le lieu où s'est déroulé le 3^e Sommet du Conseil de l'Europe en mai 2005. Le Sommet de Varsovie a donné au Conseil de l'Europe de nouvelles orientations et un regain de vitalité, mais le présent forum doit remplir une mission encore plus vaste et, si j'ose dire, plus importante. Il ne s'agit pas simplement de se pencher sur l'avenir de la démocratie; la tâche est ici plus urgente. Nous sommes rassemblés pour contribuer à assurer à la démocratie un avenir en Europe.

Winston Churchill a déclaré un jour que la démocratie était la pire forme de gouvernement à l'exclusion de toutes les autres. Au risque de froisser ceux qui parmi vous seraient anarchistes, je conclurai de cette déclaration qu'un gouvernement démocratique est une nécessité sociale fondamentale.

Il est donc d'autant plus important, alors que le monde change, d'entretenir la flamme de la démocratie. En effet, seule la démocratie, associée au respect des droits de l'homme et à l'Etat de droit, peut garantir les conditions de la croissance économique et le bien-être matériel de nos concitoyens.

Qui dit «gouvernement démocratique» ne dit pas simplement «Constitutions et institutions», mais aussi «processus de consultation et participation». La démocratie a donc besoin de liberté: liberté

d'information et d'expression, liberté de pensée et de conscience, liberté de réunion et d'association, liberté de voter dans le cadre d'élections libres et équitables.

En outre, si l'on veut que la démocratie soit réellement synonyme de gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, ces libertés ne doivent pas être simplement illusoires ou rester lettre morte. Elles doivent s'exercer, et s'exercer avec enthousiasme. La démocratie doit faire partie de l'expérience quotidienne de chacun.

Les citoyens doivent savoir que leur participation compte. Ils doivent savoir qu'il est utile de suivre les débats, de s'intéresser aux campagnes électorales, de voter. Pour que les responsables politiques représentent le peuple, il faut inciter les personnes de tous horizons à adhérer à un parti politique et à briguer des mandats dans la vie publique. Dans le cas contraire, un fossé se creuse entre l'électorat et les responsables politiques.

Cependant, seuls, les responsables politiques et les partis politiques ne suffisent pas à la tâche. Le fonctionnement de la démocratie nécessite aussi des médias puissants et pluralistes ainsi qu'une société civile active et diversifiée, libre de s'organiser et de militer. La société civile doit faire partie intégrante du processus démocratique, en alimentant systématiquement le débat de critiques constructives et d'idées nouvelles.

Les responsables politiques montrent de moins en moins la voie à suivre et, de ce fait, le processus politique manque de crédibilité. Nous devons associer les citoyens à la vie politique afin de rétablir l'efficacité du processus de décision. De même, nous devons renforcer la démocratie, les droits de l'homme et l'Etat de droit par le biais du système éducatif.

Je fais du développement des contacts avec la société civile un thème central de ma présidence de l'Assemblée parlementaire. Je suis, par conséquent, ravi que le thème de la «participation citoyenne» soit au cœur de mes activités aujourd'hui.

La présente réunion a pour but de lancer le forum, aussi aurez-vous à prendre des décisions sur ce que vous avez l'intention de faire et comment vous envisagez de le faire. Surtout n'interprétez pas ces propos comme une invitation à vous polariser sur les formalités et les

procédures! J'ai peut-être débuté ma carrière au sein de la Commission européenne, mais, mes collaborateurs le confirmeront, la bureaucratie pour la bureaucratie ne m'intéresse pas. Néanmoins, il y a quelques points fondamentaux que j'aimerais aborder.

La composition du forum est une question cruciale. Le Conseil de l'Europe dispose déjà d'un comité de fonctionnaires nationaux qui sont les Délégués des Ministres. Les fonctionnaires auront, bien entendu, un rôle à jouer, mais le forum doit veiller à être plus qu'un regroupement d'agents de l'Etat, sinon il risque de faire double emploi.

De même, le Conseil de l'Europe a déjà une Assemblée parlementaire, un Congrès des pouvoirs locaux et régionaux et un Comité de liaison pour les ONG internationales qui jouissent du statut participatif. Ces organes n'ont pas besoin de doublon. En revanche, ils doivent être associés au forum. L'Assemblée parlementaire, par exemple, a créé une sous-commission consacrée au forum, et nombre de mes collègues sont ici présents et joueront un rôle actif au cours des deux prochains jours.

Ce qui distingue le forum, c'est qu'il braque son attention sur une question spécifique. Je suis convaincu qu'il traitera cette question de manière très efficace en rassemblant le plus large éventail possible de parties prenantes portant un intérêt réel et immédiat à la démocratie: la société civile, les journalistes, les universitaires, les responsables politiques, les fonctionnaires, etc. Un bon équilibre entre ces groupes s'impose afin d'assurer une représentation véritable et pluraliste de la société dans son ensemble.

Je tiens à remercier chaleureusement les autorités polonaises d'avoir organisé cette réunion de lancement si promptement et avec autant d'enthousiasme. Néanmoins, à l'avenir, le forum devra être aussi autonome que possible, de manière à rester pleinement indépendant des gouvernements nationaux. Vous devriez prendre les devants et commencer à réfléchir aux moyens d'organiser votre propre travail, sans attendre d'être convoqués par les autorités nationales.

Je vous recommande d'éviter tout ce qui pourrait conduire à la stagnation et à la répétition. Avec une composition diversifiée, vous n'aurez peut-être pas besoin d'un secrétariat permanent, ce qui pourrait contribuer à maintenir le caractère original et novateur de vos travaux.

Je vous suggère également d'adopter les méthodes de travail les plus souples possibles, en les adaptant aux questions traitées et aux compétences requises. Le forum pourrait devenir l'un des nombreux pivots d'un réseau informel et en constante évolution, dont le développement ne devrait être guidé que par les principes d'efficacité et d'indépendance.

En résumé, j'estime que le forum doit être:

- diversifié et représentatif, un pont entre les groupes d'intérêts,
- autonome et prompt à prendre des initiatives,
- souple et créatif.

Mais, en dernière analyse, ces décisions doivent être vos décisions et je vous souhaite imagination, inspiration et tout le succès possible dans vos travaux.

Mesdames, Messieurs, j'ai commencé mon intervention en me présentant comme un responsable politique démocrate. Je n'entends pas, par là, me mettre à l'abri de toute critique ou en exempter mes collègues. Les responsables démocrates doivent représenter le peuple et non pas un gouvernement bureaucratique. Nous devons être indépendants et à l'écoute des préoccupations de nos concitoyens. Les politiques se doivent d'être proches des citoyens, de connaître leurs opinions et de prendre des positions claires qui en soient l'expression. De cela aussi dépend l'avenir de la démocratie.

Giovanni Di Stasi

Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames, Messieurs,

C'est un grand honneur pour moi de prendre la parole à la réunion de lancement du Forum du Conseil de l'Europe pour l'avenir de la démocratie, et pas uniquement en qualité de président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe. En effet, c'est également un honneur parce que j'ai participé personnellement au projet qui a finalement abouti au présent forum: le projet intégré du Conseil de l'Europe sur les institutions démocratiques en action.

C'était là une initiative ambitieuse et audacieuse, qui a conduit à l'élaboration de plusieurs documents importants, que les organisateurs du forum nous ont distribués sous la forme de brochures. L'introduction de l'un d'entre eux, sur l'avenir de la démocratie, commence par une citation quelque peu provocatrice de Karl Popper: «Le mot démocratie désigne quelque chose qui n'existe pas.» Cette citation a évidemment été choisie à dessein pour mettre en lumière le défi que nous avons à relever, ce qu'ont d'ailleurs fait, avec force, les résultats des référendums sur le traité constitutionnel de l'Union européenne. C'est pourquoi l'on ne peut contester l'opportunité et la sagesse de la décision des chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de l'Europe d'organiser le Forum pour l'avenir de la démocratie, décision prise au sommet tenu ici même, au Château royal, en mai dernier.

Nous nous demandons aujourd'hui si notre démocratie est en crise, crise de confiance de nos citoyens dans les institutions démocratiques, crise engendrée par leur désintérêt pour la politique et leur indifférence envers les processus démocratiques. Un sondage mené récemment en France a montré, par exemple, qu'à peine 20 % de la population avaient une opinion favorable de la classe politique. 80 % des personnes

interrogées ont déclaré que les hommes politiques ne savaient rien de leurs problèmes.

Cela nous rappelle cruellement qu'il faut adapter, en permanence, notre modèle démocratique aux demandes et aux attentes changeantes de nos populations. Et quoi de plus naturel, car la démocratie n'est pas statique: elle est un véritable processus qu'Alexis de Tocqueville – l'auteur du XIX^e siècle de l'ouvrage de référence *De la démocratie en Amérique* – a appelé «la tendance la plus uniforme, la plus ancienne et la plus pérenne que l'on puisse trouver dans l'Histoire». Cette année marque le 200^e anniversaire de la naissance d'Alexis de Tocqueville, excellente occasion de faire le point sur la démocratie en Europe et de réfléchir à son avenir.

Il est clair que ce dont nous avons besoin aujourd'hui est un véritable rééquilibrage entre le national et le local, un transfert de compétences du gouvernement central vers les régions et les municipalités qui jouent un rôle croissant dans la prestation des services publics et la bonne gouvernance, au niveau le plus proche du citoyen. Au sein du Congrès, nous croyons que, si l'on veut que la démocratie représentative fonctionne correctement à l'échelon national et bénéficie d'un large soutien de la population, il faut une démocratie locale, forte et vivante, fondée sur ce que le Vice-Premier ministre britannique, John Prescott, a appelé lors du Sommet de Varsovie «les collectivités durables».

La démocratie locale et le développement durable sont indissociables; la démocratie locale est également la première expérience démocratique de nos concitoyens. Rien d'étonnant à ce que les élus locaux et régionaux figurent parmi les responsables politiques qui ont la meilleure cote de popularité. Les collectivités territoriales prennent aussi une importance croissante dans le développement économique et social car nos frontières nationales disparaissent et la concurrence économique passe de l'échelon national à l'échelon interterritorial, rendant possible, par exemple, la création d'eurorégions, à laquelle notre Congrès a participé activement. C'est également aux niveaux local et régional que se font le mieux sentir la montée en puissance de la société civile et son impact sur la participation des citoyens aux processus démocratiques.

C'est pourquoi nous, au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, organe représentatif de plus de 200 000 collectivités territoriales, nous attendons avec grand intérêt de contribuer au présent forum et de progresser dans nos travaux sur la démocratie. En fait, le thème de la réunion de lancement d'aujourd'hui – à savoir la participation civique – est mis en évidence dans notre texte fondamental, la Charte européenne de l'autonomie locale, qui souligne la nécessité d'associer les citoyens à la vie publique et politique au niveau local. Le Congrès a mené de nombreuses études sur la démocratie participative, allant de la participation des résidents étrangers et des migrants à celle des femmes et des jeunes. Les conclusions de ces études sont, pour certaines, à la disposition des participants à la présente réunion, comme la Charte européenne révisée sur la participation des jeunes à la vie locale et régionale. La semaine prochaine, à sa session d'automne, le Congrès examinera une toute nouvelle recommandation sur la participation de la population aux affaires et élections locales; nous préparons aussi actuellement un rapport sur les moyens de renforcer la participation des citoyens par le recours aux techniques modernes de communication.

Toutefois, nous ne parviendrons pas à vaincre l'indifférence et à réactiver le militantisme démocratique de la population sans rétablir la confiance dans les fonctionnaires et les élus, en commençant par l'échelon le plus proche du citoyen. Notre Congrès accorde une attention toute particulière à l'image publique des pouvoirs locaux et régionaux, et a adopté le Code européen de conduite pour les élus locaux et régionaux, qui est à votre disposition dans cette enceinte.

Je conclurai en soulignant que, si nous voulons remplir notre mission avec succès, nous devons veiller à ce que l'acquis du développement démocratique national, et même supranational, se conjugue avec une démocratie locale forte et dynamique, exercée par des collectivités durables dans lesquelles chaque citoyen a le sentiment d'être inclus et de pouvoir faire entendre sa voix. Construisons une Europe où l'inclusion est réelle; assurons-nous que la démocratie n'est pas un vain mot, mais qu'elle recouvre bien une réalité!

Maud de Boer-Buquicchio

Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe

«Le peuple doit combattre pour la loi comme pour ses murailles», déclarait Héraclite quelque cinq cents ans avant notre ère. Vingt-cinq siècles plus tard, hélas, la majorité des citoyens ne semble guère disposée à livrer un tel combat. Le désintérêt pour les élections, en progression dans de nombreux Etats membres, la désillusion à l'égard de la politique et de ses acteurs, et la défiance croissante envers les institutions démocratiques, s'ils ne sont assurément pas le seul défi posé à notre forum, sont peut-être celui auquel il est le plus urgent de s'attaquer.

Nos sociétés sont à la fois confrontées à une poussée des comportements individualistes et consuméristes, et à un désintérêt croissant pour l'exercice des responsabilités civiques. De surcroît, les partis politiques, les parlements, les collectivités locales et les gouvernements sont d'une manière générale perçus comme étant trop éloignés et même déconnectés de leur base sociale.

Nous pouvons à bon droit craindre que cette évolution aboutisse à un affaiblissement de la légitimité des gouvernements démocratiques. De fait – comme je l'affirmais déjà il y a un an lors de la Conférence de Barcelone sur l'avenir de la démocratie – il se produit peut-être aujourd'hui une lente érosion des fondements mêmes de la démocratie que sont le contrôle permanent des institutions par les citoyens et la réactivité des premières aux besoins et aux préoccupations des seconds. Notre incapacité à réagir pourrait entraîner un glissement progressif de la démocratie vers une oligarchie composée d'institutions telles que l'administration publique, le système judiciaire, la police, l'armée et une multitude d'instances réglementaires opérant sans contrôle ni responsabilité démocratique.

Telle est notre situation aujourd'hui. De nombreux problèmes se posent, mais sans avoir encore atteint un degré de gravité extrême. Si la situation actuelle de la démocratie sur notre continent ne justifie pas

qu'on cède à la panique, il convient cependant de s'en inquiéter et de réagir.

Les chefs d'Etat et de gouvernement qui se sont réunis à Varsovie il y a six mois ont confié au Conseil de l'Europe un mandat clair: celui de protéger et de promouvoir la démocratie en Europe. Si le 3^e Sommet nous a dit ce que nous devons faire, le forum d'aujourd'hui devrait permettre d'établir comment nous allons le faire.

A cette fin, nous devons nous appuyer sur l'acquis considérable du Conseil de l'Europe et sur les activités d'ores et déjà mises en œuvre. Il n'est pas exagéré d'affirmer que la promotion de la démocratie est une priorité pour la quasi-totalité des organes du Conseil de l'Europe et qu'elle est pour ainsi dire présente dans toutes ses activités.

Depuis des années, si ce n'est des décennies, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe combat les menaces auxquelles la démocratie est exposée en Europe. Dans son rapport de 2003 sur l'avenir de la démocratie, rédigé par le sénateur Wielowieyski, l'Assemblée appelait à une plus grande ouverture, à l'introduction d'éléments plus directs de prise de décision démocratique et à un développement de la société civile fondé sur une extension du rôle de la participation des citoyens. L'Assemblée affirmait aussi clairement considérer que le Conseil de l'Europe devait renforcer ses activités dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté démocratique.

Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe est un outil particulièrement adapté pour porter la démocratie au plus près des citoyens et concevoir de nouvelles formes de participation à la vie civique, telles que les référendums et l'association des étrangers à la vie publique.

Le préambule de la Convention européenne des Droits de l'Homme souligne l'interdépendance des droits de l'homme et d'une démocratie effective. Au moyen de son critère de proportionnalité, la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme a fourni des indications très précises pour interpréter le concept de «société démocratique», en particulier pour ce qui concerne les restrictions des droits de l'homme et des libertés fondamentales visant à garantir ces mêmes droits à d'autres personnes ou à la société dans son ensemble.

La Commission de Venise fournit aux Etats, qu'ils soient ou non membres du Conseil de l'Europe, des conseils éclairés sur les questions constitutionnelles. Son action, hautement efficace, se fonde sur un principe simple, et pourtant souvent négligé, selon lequel le droit sans la démocratie, c'est une dictature; et la démocratie sans le droit, c'est une farce.

La coopération intergouvernementale au sein du Conseil de l'Europe a permis l'élaboration de plus de 190 conventions, qui visent pour nombre d'entre elles à promouvoir directement les pratiques démocratiques et la bonne gouvernance. Elles constituent le corpus de normes du Conseil de l'Europe en matière de démocratie. Parallèlement à ses activités normatives continues, le Conseil de l'Europe a réalisé un effort considérable, surtout depuis son élargissement, pour aider les candidats à l'adhésion ou les nouveaux Etats membres à adopter et à mettre en œuvre l'acquis de l'Organisation. Aujourd'hui, alors que les Etats membres ont incorporé dans leur législation nationale la plupart des normes du Conseil de l'Europe, nous nous consacrons inévitablement davantage à ce que j'appellerais le cancer de la démocratie, c'est-à-dire la corruption et les diverses formes de crime organisé. La coopération intergouvernementale s'oriente de plus en plus vers la réflexion sur les moyens de faire naître une culture authentiquement démocratique.

La cohésion sociale est l'objectif de notre action dans le domaine social – un concept inspiré de nos valeurs, mais dont les implications sont tangibles et mesurables en termes sociaux, politiques et économiques. Une société qui garantit la cohésion sociale n'est pas seulement plus juste; elle est aussi plus stable, plus sûre, plus efficace, plus prospère et plus démocratique.

L'éducation tient à cet égard un rôle essentiel. La démocratie ne peut fonctionner si les citoyens sont incapables de faire des choix éclairés et n'ont pas les compétences nécessaires pour participer à la vie publique. L'éducation devient d'ailleurs chaque jour plus indispensable, avec le développement rapide et l'utilisation des nouvelles technologies de l'information. Celles-ci recèlent en effet d'immenses possibilités de progrès, mais elles peuvent aussi présenter des risques pour l'avenir de la démocratie: je pense par exemple à la diffusion de propagande raciste et

xénophobe ou à l'utilisation d'internet à des fins criminelles et terroristes.

Afin d'exploiter le potentiel bénéfique des nouvelles technologies, et de parer aux risques qu'elles présentent, le Conseil de l'Europe travaille actuellement à la conception d'un projet transversal sur la bonne gouvernance dans la société de l'information. Dans sa contribution au Sommet mondial sur la société de l'information, qui aura lieu prochainement à Tunis, l'Organisation évoquera le potentiel de la démocratie électronique, la protection des droits de l'homme dans la société de l'information et la portée mondiale de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité.

La jeunesse peut, et doit, participer pleinement à la sauvegarde et à la promotion de la société démocratique. Si les jeunes sont les plus nombreux à remettre en question les formes traditionnelles de la démocratie, ils sont aussi les premiers à apporter des solutions aux problèmes nouveaux. Un des objectifs majeurs de nos activités dans le domaine de la jeunesse est d'encourager celle-ci à prendre une part active dans la vie publique. Toutes nos activités concernant la jeunesse ont en commun cette caractéristique essentielle: elles ne sont pas mises en œuvre pour les jeunes, mais avec eux. Cette approche est un aspect déterminant de la prise de décision du Conseil de l'Europe dans le domaine de la jeunesse. Elle se traduit aussi dans nos activités concernant les enfants et dans le programme d'action triennal «Construire une Europe pour et avec les enfants», approuvé par le Sommet de Varsovie.

La culture est une autre des priorités du Conseil de l'Europe ayant une valeur en soi, mais elle est aussi un moyen de promouvoir la compréhension et la tolérance mutuelles. Le dialogue interculturel, avec le contrôle juridique et la protection des droits de l'homme, constitue l'un des trois piliers de la contribution du Conseil de l'Europe à la lutte internationale contre le terrorisme.

Voilà où nous en sommes, même si la liste des activités pertinentes du Conseil de l'Europe est loin d'être exhaustive.

La démocratie ne sera jamais parfaite: elle s'insérera toujours dans un environnement imparfait, contradictoire et mouvant, et sera en permanence confrontée à des menaces et à des difficultés nouvelles. Les

sociétés démocratiques doivent résister, dans les périodes de crise et de tension, à la tentation de prendre des mesures d'urgence qui risqueraient de mettre en péril leurs principes et valeurs fondamentaux. La démocratie devrait toujours s'efforcer de s'améliorer, tout en préservant sa vocation fondamentale, ses principes et ses garanties.

Si nous voulons que la démocratie ait en Europe un avenir durable et prospère, nous n'avons pas besoin de réinventer la roue: il nous faut simplement l'adapter aux routes du *xxi*^e siècle. La démocratie elle-même n'est pas en crise, et le peuple n'a probablement jamais été davantage disposé à «combattre pour la loi». Il refuse simplement une participation de pure forme qui ne lui permettrait d'exercer aucune influence réelle sur la prise de décision. Il importe peu que ce sentiment d'aliénation et d'impuissance soit justifié ou illusoire. Dans un cas comme dans l'autre, nous devons le combattre. Le peuple est attaché à la démocratie, et ce n'est pas d'elle qu'il se défie, mais de ses institutions. Nous devrions nous donner pour tâche de restaurer cette confiance perdue.

«*Panta rhei*», déclarait Héraclite, pour exprimer sa conviction que tout s'écoule, que rien n'est immobile. La démocratie ne fait assurément pas exception à la règle selon laquelle seul le changement est réel, et la stabilité une illusion.

Notre devoir est cependant de nous assurer, puisque la démocratie doit évoluer, que ce sera dans le sens du progrès.

Discours principaux

Europe, démocratie et participation civique

Timothy Garton-Ash
Université d'Oxford

C'est un immense plaisir d'intervenir ici aussitôt après Lech Wałęsa. Ses superbes remarques m'ont rappelé cette grande fête de la démocratie qu'a été Solidarność dans les années 1980 à 1981. C'est aussi un immense plaisir de prendre la parole ici, dans cette salle du Château royal. Comme vous le savez, la Pologne, avant même la partition, était un pays tellement démocratique qu'il élisait même ses rois; condition que nous, en Grande-Bretagne, n'avons pas encore réalisée. Quoique tout ne soit pas encore dit. Laissez-nous encore un peu de temps!

Plus sérieusement, c'est une joie réelle de prendre la parole à l'inauguration de ce Forum sur l'avenir de la démocratie. Pour ma part, si je puis m'exprimer en toute franchise, il me semble que le Conseil de l'Europe est une institution quelque peu méconnue et sous-estimée par rapport à l'Union européenne et, même, à l'OSCE. C'est, bien sûr, la plus vieille institution et celle où les mots «Europe» et «démocratie» sont toujours allés de pair. Aussi me paraît-il tout à fait de mise de tenir un Forum sur l'avenir de la démocratie.

Notre sujet d'aujourd'hui est la participation civique et, intervenant simplement en tant que citoyen, je parlerai comme un citoyen ordinaire ne représentant aucun gouvernement ni aucune organisation. Et j'aimerais dire quelques mots sur trois choses: l'Europe, la démocratie, puis la participation civique.

L'Europe

L'histoire de l'Europe peut être évoquée de bien des façons. Pour retracer l'histoire de l'Europe des soixante-cinq dernières années, l'on peut,

par exemple, évoquer la progression de la liberté et de la démocratie. Si l'on remonte soixante-cinq ans en arrière, en 1940, l'Europe ne comptait alors, pour ainsi dire, que 4 ou 5 pays jouissant d'une fragile liberté. Au moment de la création du Conseil de l'Europe, en mai 1949, les Etats membres, des démocraties, n'étaient qu'au nombre de 10, tous situés en Europe occidentale ou septentrionale. Des parties de l'Europe méridionale, la totalité de l'Europe centrale, orientale et sud-orientale étaient, quant à elles, privées de liberté. Dans les années 1970, les pays opprimés de l'Europe méridionale – Grèce, Espagne et Portugal – ont fini par trouver la voie de la démocratie et ce n'est pas pour rien que Samuel Huntington, dans son ouvrage sur la «troisième vague de la démocratisation» (*The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*), date les débuts de cette troisième vague aux événements du Portugal en 1974 et à la révolution des œillets. Bref, dans les années 1980, la totalité de l'Europe occidentale et septentrionale se composait de pays libres, alors que l'Europe centrale et orientale vivait toujours sous un joug.

Vient ensuite cette extraordinaire période de printemps des peuples, en 1989, moment décisif dans l'histoire du Conseil de l'Europe, après quoi l'Europe centrale devient une région de démocraties et, au fil des quinze années qui suivent, pas à pas, d'autres pays de l'Europe orientale et sud-orientale rejoignent la communauté européenne de la démocratie. Ainsi pouvons-nous dire qu'aujourd'hui seuls 4 ou 5 pays d'Europe ne sont pas, à proprement parler, des pays libres. Il y a soixante-cinq ans, seuls 4 ou 5 pays étaient libres; aujourd'hui, seuls 4 ou 5 pays d'Europe ne sont pas, au plein sens du terme, libres. Quelle histoire extraordinaire! Quelle histoire extraordinaire de progrès, quel exemple extraordinaire de réussite!

Et ma première question, Mesdames, Messieurs – car, comme l'a suggéré notre Président, montrons-nous pratiques dès le départ, pas seulement à l'arrivée! –, ma première question est celle-ci: combien d'écoliers en Europe connaissent cette histoire? Combien penseraient qu'il s'agit là de l'histoire de l'Europe ou, tout au moins, de l'une des histoires de l'Europe? Pas beaucoup, je le crains, car cette histoire n'est pas transmise de manière claire, imaginative et vivante à nos écoliers; en tout cas pas dans mon pays! C'est pourquoi, me semble-t-il, ce forum pourrait

peut-être se pencher, entre autres points, sur l'éducation. En prenant connaissance de mon calendrier, je constate que c'est l'Année européenne de la citoyenneté par l'éducation. Je dois avouer que c'est la première fois que j'en entends parler, et nous sommes déjà en novembre. Mais c'est sans doute le fait de mon épouvantable ignorance. Quoi qu'il en soit, c'est sans doute là une très bonne idée.

Cela ne signifie pas que nous devons remplacer nos propres mythologies nationales par une mythologie européenne qui soit un simple conte de fées des progrès accomplis par l'Europe sur la voie de la liberté et de la démocratie. Non, l'histoire doit être présentée avec un œil critique par des historiens, mais il importe qu'elle soit connue. Un individu sans mémoire est un enfant. Une nation sans mémoire n'est pas une nation, et l'Europe sans mémoire ne restera pas longtemps l'Europe.

Telle est ma première partie concernant l'Europe et son histoire de liberté.

La démocratie

Mesdames, Messieurs, je pense qu'il est triste, et là, je parle en toute franchise, que la langue servant à promouvoir la démocratie dans le monde actuel soit avant tout, pour la majorité des gens, la langue américaine. En effet, ce sont avant tout les Etats-Unis qui, dans l'esprit des gens, sont associés à la promotion de la démocratie, notamment durant le second mandat de George W. Bush, où l'administration Bush a véritablement fait de la démocratie la plaque centrale de sa politique étrangère.

Pour ma part, j'y vois un résultat très positif. Je ne m'en cache pas, je suis un néo-kantien, fidèle à l'esprit d'Emmanuel Kant: j'ai la conviction que, sur le long terme, la seule garantie de sécurité, de paix entre les nations et au sein des nations est la démocratie libérale. Et je pense que cette démocratie libérale ne doit pas se cantonner à notre seul continent; il nous faut l'étendre à nos voisins, au Moyen-Orient. Reste que, à n'en pas douter – et je parle avec toute la bienveillance possible envers les Etats-Unis –, si les seules voix à s'élever en faveur de la démocratie dans le monde sont américaines et, en particulier, viennent de l'administration Bush, cela ne contribuera pas toujours nécessairement à encourager la

démocratie dans d'autres parties du monde. Pour dire les choses encore plus crûment, il se pourrait même que le Président Bush donne à la démocratie mauvaise réputation; par exemple si l'on nous demande de croire que l'occupation de l'Irak n'était, en soi, qu'une forme de la promotion de la démocratie. Quelle que soit votre opinion au sujet de l'Irak – nous pourrions en parler dans nos débats –, il ne s'agissait pas d'une simple promotion de la démocratie et donc, de ce point de vue – et je m'empresse d'ajouter que je n'ai absolument pas la fibre anti-américaine –, je pense qu'il serait extrêmement important que la voix de l'Europe se fasse entendre haut et clair, en souscrivant à la valeur de la démocratie en partenariat avec les Etats-Unis, mais aussi, si vous en êtes d'accord, en amicale concurrence avec eux.

A mon avis, il nous faut commencer chez nous, sur notre propre continent et, par conséquent, être très concrets. Il me semble que ce forum et que tous les démocrates européens doivent avoir pour préoccupation première de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour aider les citoyens du Bélarus à mettre en place une véritable démocratie dans leur pays. Le Bélarus est bel et bien la dernière dictature dans ce qu'il est convenu d'appeler l'Europe, ne nous y trompons pas!

C'est là une situation terriblement douloureuse et c'est sans hésitation aucune que nous devons promouvoir la démocratie au Bélarus, y soutenir les démocrates. Permettez-moi d'ajouter un mot sur mon expérience de la révolution orange, en Ukraine, l'an passé. Jamais je n'oublierai l'instant où, alors que la foule se pressait sur la place de l'Indépendance, à Kiev, soudain j'ai aperçu une armée de drapeaux européens qui arrivait sur la place... Autour de moi, devant ce spectacle, les gens avaient les larmes aux yeux... Entre parenthèses, les drapeaux européens étaient portés non par des délégations du Parlement européen, mais par des délégations de Polonais, venus tout exprès en train à Kiev. Ce fut un moment incroyable!

Le vote pour la démocratie était un vote pour l'Europe en Ukraine et le vote pour l'Europe était un vote pour la démocratie. Mais si l'on vous demande laquelle, parmi les démocraties libérales en place dans le monde, a le plus agi durant la période précédant la révolution orange, directement pour soutenir les ONG œuvrant à la démocratie, les étudiants œuvrant pour la démocratie, pour surveiller les élections, qui a

soutenu le sondage indépendant crucial effectué à la sortie des bureaux de vote, la réponse est: les Américains! Les Américains! Certes, il est des pays européens, des institutions européennes qui ont joué un rôle important, je ne le conteste pas et je ne veux pas généraliser. Mais, dans l'ensemble, les Américains ont fait davantage en termes de soutien direct; c'est ce que n'importe qui vous dira à Kiev. Pour ma part, Mesdames, Messieurs, je trouve assez humiliant que les Européens n'aient pas fait plus en faveur de la démocratie sur notre propre continent. J'espère, dans le cas du Bélarus, que nous en aurons tiré la leçon.

Reste que notre promotion de la démocratie doit être la promotion d'un modèle, pour ainsi dire de «style européen», à visage européen; et permettez-moi de suggérer quelques éléments qui, en l'occurrence, me paraissent importants. Premièrement, nous savons tous que nos propres démocraties sont extrêmement imparfaites et, donc, que notre promotion de la démocratie doit être menée, me semble-t-il, selon une approche autocritique. Ne partons surtout pas du principe que nous avons déjà des démocraties parfaites qu'il suffit d'exporter, pas plus, à la vérité, qu'il existe un modèle unique de démocratie, car les Européens le savent, il n'en est rien. Il y a des principes de base communs, certes, mais il existe une multiplicité – 40, 45 peut-être – de modèles différents de démocratie. Nous devons être conscients du pluralisme de ces modèles et les aborder avec une certaine dose d'humilité.

Deuxièmement, je pense, et peut-être le Conseil de l'Europe partage-t-il cet avis, qu'il nous faut discuter des normes applicables à une promotion internationale de la démocratie. Pour ce qui est de l'intervention humanitaire, notre littérature et nos débats sur les normes à appliquer sont aussi élaborés qu'abondants. En revanche, en ce qui concerne la promotion de la démocratie, nous n'avons pratiquement rien. Que doivent, que peuvent faire, en toute légitimité, les Etats et les organisations pour soutenir la promotion de la démocratie à l'intérieur de tel ou tel pays? Assurer le suivi des élections? Oui! Soutenir les ONG? Certes, oui! Mais, au-delà de ces actions, qu'est-ce qui est légitime et qu'est-ce qui ne l'est pas? Alors, permettez-moi cette suggestion: le Conseil de l'Europe pourrait faire un excellent forum pour ce débat, notamment du fait que la Russie, par exemple, compte parmi ses membres; et c'est un

débat qui, à mon avis, doit avoir lieu en toute ouverture et en toute franchise avec nos collègues et amis russes, et avec d'autres.

Troisièmement, la manière européenne de promouvoir la démocratie concerne le processus. Parmi les nombreux anniversaires que nous célébrons cette année – le 60^e de la fin de la seconde guerre mondiale, le 25^e de Solidarność –, n'oublions pas le 30^e anniversaire de l'Acte final d'Helsinki. Et n'oublions pas que cet acte a apporté une nouveauté dans les relations internationales, à savoir le processus de suivi multidimensionnel dans les relations entre Etats souverains. A mon avis, le processus de promotion de la démocratie doit être – et je sais que le Conseil de l'Europe a beaucoup réfléchi à ce point – quelque chose de plus ou moins identique au processus d'Helsinki; un processus de suivi permanent par rapport à des normes et à des références.

Quatrièmement, la manière démocratique européenne sait que la démocratie – la démocratie libérale – est multidimensionnelle; elle ne se résume pas à tenir des élections. On peut tenir des élections et, pour autant, ne pas être une démocratie. Or, il n'y a pas d'élections libres et équitables en l'absence de nombreux autres éléments.

Il me semble qu'après 1989 nous, et je parle aussi pour moi-même, nous et ce que nous appelions alors l'Occident, avons un «triptyque» légèrement simpliste pour le monde postcommuniste; «triptyque» – ou trépied – qui se déclinait ainsi: démocratie électorale, économie de marché, société civile. Ces trois éléments sont nécessaires, certes, mais non suffisants; et ce que nous avons découvert au cours des seize dernières années écoulées depuis 1989, c'est que, pour une véritable démocratie libérale, il faut au moins trois autres éléments. D'abord et avant tout, l'Etat de droit. C'est là une des plus grandes carences dans l'histoire des démocraties postcommunistes. Je pense parfois que nous aurions dû placer l'Etat de droit avant la société civile dans notre liste de priorités. D'autre part, il faut une bonne gouvernance et, enfin et surtout, des médias indépendants, honnêtes et exacts. Sans eux, jamais vous n'aurez de démocratie libérale en bon état de marche.

Toutes nos démocraties sont des télé démocraties, ainsi que vient de le dire le Président Wałęsa. La démocratie, c'est ce qui se passe à la télévision. Si bien que la table d'une véritable démocratie libérale n'a pas

simplement trois pieds – démocratie électorale, économie de marché et société civile –, mais six; les trois autres pieds étant la bonne gouvernance, l'Etat de droit et des médias indépendants, libres et exacts. Mesdames, Messieurs, vous connaissez peut-être cette vieille plaisanterie, qui date de la guerre froide: quelle différence y a-t-il entre la démocratie et la démocratie du peuple? C'est ainsi, bien sûr, qu'on appelait les dictatures communistes de l'Europe de l'Est. Je pense que la différence entre la démocratie et la démocratie du peuple est celle qui existe entre une veste et une veste droite. La démocratie libérale est une table à six pieds; une table à trois pieds a tendance à basculer.

Voilà, Mesdames, Messieurs, ce que je voulais dire à propos de la démocratie et de la promotion de la démocratie, qui, me semble-t-il, doit être au cœur des préoccupations de ce forum et du Conseil de l'Europe.

La participation civique

Permettez-moi d'en venir à présent au sujet d'aujourd'hui: la participation civique. Vous avez sous les yeux un excellent document de fond, élaboré par M. Jacek Kucharczyk, de l'Institut des affaires publiques, qui commence par réfléchir, tout à fait pertinemment me semble-t-il, à la manière d'améliorer nos propres démocraties.

C'est ce que j'aborde maintenant, la démocratisation de nos démocraties, comme le dit M. Severin en évoquant la question du taux de participation électorale. En l'espèce, il faut se montrer assez prudent car, bien entendu, l'on sait que, dans le passé, l'une des plus grandes démocraties au monde, les Etats-Unis, a connu des taux de participation très faibles et, pour autant, elle n'en a pas moins été une assez bonne démocratie; donc, le taux de participation électorale n'est pas une mesure parfaite du degré de démocratie; sinon, l'Australie serait la plus parfaite des démocraties du monde puisque, comme vous le savez, le vote y est obligatoire et, donc, le taux de participation très élevé. Reste que la tendance du taux de participation électorale est un indice très important et que, dans la majorité des pays, elle connaît une baisse inquiétante.

Nous voilà installés dans un pays, la Pologne, qui vient de tenir ses élections présidentielle et parlementaires, et, même au spectaculaire deuxième tour de la présidentielle, le taux de participation électorale ne

dépassait pas 50 %; soit la moitié des électeurs à ne pas s'être déplacés pour voter. C'est assez décourageant! Permettez-moi aussi de vous rappeler que nous sommes installés dans une Europe où, dans les sondages du baromètre européen, cette question revient encore et toujours: «A votre avis, l'adhésion à l'Union européenne a-t-elle été une bonne chose pour votre pays?» Et, depuis un certain nombre d'années, la moyenne européenne tourne autour d'environ 50 %. Certes, l'arrivée des nouveaux pays adhérents, des nouvelles démocraties, a fait passer cette moyenne au-dessus de 50 %, mais elle continue de tourner autour des 50 %. En d'autres termes, nous vivons dans une Europe où la moitié de la population ne pense pas qu'il vaille la peine d'aller voter ni que l'Europe soit une très bonne chose pour le pays. Là, je ne réduis pas l'Europe à l'Union européenne. Ce que je dis, c'est qu'en définitive ces réactions nous révèlent quelque chose sur les attitudes vis-à-vis de l'Europe. Et le constat est relativement déprimant, la moitié de notre population estimant que ça ne vaut pas la peine de voter et ne pensant pas grand bien de l'Europe.

Il est une manière positive de voir ce phénomène: y voir le reflet de ce que l'on a appelé la fin de l'idéologie, du fait que nous ne vivons plus dans un monde divisé entre de grands systèmes idéologiques opposés, qui doit faire de grands choix systémiques entre fascisme, communisme et démocratie. Ainsi, dans une certaine mesure, cette désaffection montre que nous avons réussi, dans l'ensemble, à dédramatiser les choix en politique. Au fond, il s'agit aujourd'hui de choisir entre des variétés de capitalisme démocratique ou de démocratie capitaliste. Au vrai, dans certains de nos pays, les citoyens ont le sentiment qu'élire un responsable politique revient plus ou moins au même que choisir entre un conseil d'administration ou un autre dans une entreprise; ce qui, d'une certaine manière, est une bonne chose. Mais c'est la seule bonne raison que je puisse trouver à la baisse de la participation électorale.

Venons-en finalement aux mauvaises raisons; celles qui, me semble-t-il, sont à aborder dans notre réflexion sur la participation civique dans nos pays respectifs.

Avant tout, et le document le dit très clairement, il règne dans presque tous nos pays un mécontentement général, doublé de répugnance à

l'égard de la classe politique; et cela, nous devons l'admettre sans ambiguïté. C'est un phénomène qui sévit à l'échelle de l'Europe.

Parlez à des «gens ordinaires», à des étudiants, à des jeunes. Tous, ils ont une très piètre opinion des politiques. Ils leur reprochent leurs privilèges, ils les considèrent – d'ailleurs, on l'entend souvent en Pologne, mais pas seulement en Pologne – comme uniquement préoccupés d'eux-mêmes, du prochain poste ministériel, des privilèges attachés à telle ou telle fonction. Souvent, ils soupçonnent les politiques d'être à la solde des grands milieux d'affaires. La corruption, sujet de préoccupation majeur dans tous nos pays, notamment dans les démocraties postcommunistes, les inquiète beaucoup. Et ils se disent: pourquoi est-ce que j'irais voter? Pourquoi est-ce que je m'occuperais de politique? De toute façon, les politiciens ne changent rien. Le vrai pouvoir est ailleurs. Les gens croient souvent aux grandes entreprises ou à des forces plus grandes dans un monde globalisé. Giovanni Di Stasi a cité un sondage de confiance dans les politiques.

Il est une petite chose que ce forum peut faire: collecter systématiquement les sondages de confiance réalisés par des instituts dans les 46 Etats membres du Conseil de l'Europe. Ce serait un exercice très intéressant de voir qui vient en tête dans tous nos pays et qui arrive en dernier. Je sais qu'en Grande-Bretagne, par exemple, les journalistes arrivent très bas dans la liste, les agents immobiliers en tout dernier. Mais les politiciens battent les records de mauvaise presse; et, à mon avis, ce serait le même constat dans tous nos pays. Il y a donc bel et bien un problème de mécontentement vis-à-vis de notre classe politique.

Dans cette perspective, je pense qu'il nous faut examiner de très près la question des normes de la vie publique; ce doit être une préoccupation majeure du Conseil de l'Europe.

Pourquoi les gens s'engagent-ils dans la politique? Dans quel esprit mènent-ils leur action politique?

Reste ensuite à s'interroger sur ces 50 %. Parmi eux, qui ne vote pas, qui s'en fiche, qui ne pense pas grand bien de l'Europe, qui sont les groupes les plus importants? Nous avons parmi nous une très éminente sociologue et enquêtrice polonaise, M^{me} Lena Kolarska-Bobińska, qui pourrait nous en dire plus au cours des débats.

Toutefois, j'aimerais porter votre attention sur trois groupes. Avant tout, il est très décourageant de voir que le mécontentement face à la politique démocratique et à l'Europe se rencontre largement parmi des jeunes Européens instruits, non pas des personnes plus âgées et moins instruites, mais chez des jeunes instruits. J'ai beaucoup affaire avec des étudiants de toute l'Europe. Très rares sont ceux qui songeraient à faire de la politique. La plupart méprisent la politique conventionnelle. Ils choisiront le monde des affaires, les médias, les ONG – ils adorent les ONG, du moins s'ils ont un engagement démocratique et idéaliste –, par exemple pour rejoindre Greenpeace, Amnesty International, Human Rights Watch; mais ils ne feront pas de politique.

Si l'on prend le vote «non» des Français au traité constitutionnel européen, grosso modo, plus les électeurs sont âgés, plus la probabilité du «oui» est élevée. Ce sont les jeunes, pas les vieux, qui ont voté «non». Et ce fait est extrêmement inquiétant.

Aussi devons-nous réfléchir sérieusement aux moyens de regagner l'intérêt des jeunes étudiants en colère. Internet a été mentionné. La e-démocratie: voilà un domaine qui, me semble-t-il, mérite toute notre attention.

Deuxièmement, les chômeurs. Selon les chiffres officiels de l'Union européenne, il y aurait un peu plus de 19 millions de chômeurs, rien que pour l'Union. Toutefois, si l'on considère les gens qui, en particulier aux Etats-Unis, occuperaient un emploi, à savoir les gens plus âgés et les femmes, l'on atteint déjà un chiffre bien supérieur à celui des personnes au chômage.

Il serait très intéressant de savoir – peut-être, parmi vous, quelqu'un possède-t-il ce chiffre? – à combien s'élève le nombre total de chômeurs dans l'ensemble des Etats membres du Conseil de l'Europe. A n'en pas douter, il est très élevé. C'est là un groupe qui, lui aussi, tout le montre clairement, est très mécontent de la démocratie – et qui, très souvent, ne prend pas la peine de voter – et de l'Europe.

Bien entendu, la meilleure réponse pour ce groupe serait de trouver des emplois, du travail – c'est le but du programme des réformes économiques et sociales. Mais là n'est pas notre sujet aujourd'hui. Néanmoins, je pense qu'il nous faut réfléchir très sérieusement aux moyens

d'accroître la participation civique ou le sens de la participation civique parmi les chômeurs. D'autre part, pour reprendre une idée énoncée par Lech Wałęsa, même pour ceux à qui nous ne pouvons pas trouver d'emploi, à nous de trouver comment nous pouvons faire preuve de solidarité... Pas seulement par le biais des institutions de l'Etat, pas seulement par des indemnités – là, nous sommes en plein Etat providence européen –, mais par une solidarité sociale, au sens de Solidarność. Comment faire pour prouver aux chômeurs qu'ils demeurent des citoyens et des Européens à part entière ?

Enfin, peut-être le plus important, un groupe à qui nous devons accorder, me semble-t-il, énormément d'attention: les immigrants.

Nous voici réunis au lendemain de l'anniversaire, hier, du meurtre de Theo van Gogh, en Hollande; nous voici réunis quelques mois après les attentats perpétrés à Londres, le 7 juillet, par de jeunes Britanniques, enfants d'immigrants musulmans. Nous voici réunis, aujourd'hui, alors que les banlieues de Paris, les cités, sont en proie aux émeutes et aux flammes à cause de la dégradation des relations avec, en particulier, les immigrants musulmans.

C'est un grave moment et un grave problème. Le problème, c'est que nous avons des millions de gens, d'immigrants, en particulier musulmans, qui vivent en Europe non comme des citoyens mais comme des «étrangers», comme des habitants privés des pleins droits des citoyens. Ou, en termes plus frappants, comme me l'a confié un immigrant marocain à Madrid, «Je vis comme un loup». Or, parfois, ceux qui sont forcés à vivre comme des loups finissent par se conduire en loups.

D'après les chiffres officiels, l'Union européenne compte aujourd'hui entre 12 et 14 millions de musulmans. Il va sans dire que, au cours des dix à quinze prochaines années, nous en aurons bien davantage, à la fois via l'immigration et via l'élargissement de l'Union européenne aux Balkans, et, je l'espère, un jour, à la Turquie. En l'espèce, je pense que le Conseil de l'Europe pourrait faire figure de pionnier; car, après tout, à nous tous, membres du Conseil de l'Europe, nous réunissons peut-être, à mon avis, 100 millions d'immigrants.

Alors, peut-être serait-il bon de commencer à réfléchir sur les moyens à mettre en œuvre pour que les immigrants, en particulier les immigrants

musulmans, se sentent vraiment des citoyens à part entière, participant à une démocratie européenne ?

Sur ce plan, nous ne sommes aucunement en droit ni n'avons nulle matière à nous sentir supérieurs aux Etats-Unis. Car les Etats-Unis sont tout simplement meilleurs que ne l'est n'importe quel pays européen pour faire que les immigrants se sentent chez eux et citoyens à part entière du pays. Qu'ils soient d'origine hispanique ou vietnamienne, ces Américains éprouvent un sentiment de citoyenneté que ni l'Espagnol marocain, ni le Britannique pakistanais ni le Français algérien ne ressentent.

Alors, comment faire ? Je voudrais revenir sur un point évoqué précédemment. Nous parlons beaucoup de démocratie nationale, à l'évidence une notion importante pour réaliser «un sens de participation», pour avoir des parlementaires, des candidats au parlement issus de ces communautés immigrantes.

Mais, à mon avis, deux autres choses sont essentielles.

D'une part, les pouvoirs locaux, l'un des points forts de la démocratie américaine. Dans nos pays, les communautés sont multiples, les immigrants musulmans ou l'ensemble des immigrants formant une nette majorité. Il serait donc souhaitable de renforcer la démocratie locale dans ces communautés afin que les gens puissent avoir un sens de participation, ne serait-ce qu'au niveau local.

D'autre part, la démocratie à l'échelle de l'Europe. Les immigrants venant s'établir en Europe devraient pouvoir se sentir des Européens à part entière. Or, ce n'est malheureusement pas le cas. Pour quelqu'un venant du Vietnam aux Etats-Unis, il suffit de quelques années pour s'identifier en tant qu'Américain vietnamien, pour se sentir citoyen à part entière.

En Europe, nous avons des gens qui vivent ici depuis trente ou quarante ans et qui ne peuvent toujours pas vraiment dire: «Je me sens Européen turc ou Européen pakistanais ou Européen marocain.»

Il est tout simplement crucial pour l'avenir de la démocratie européenne qu'un jour les gens puissent dire non seulement «je suis musulman européen», mais «je suis Européen musulman et citoyen à part entière

d'une démocratie européenne». De cela, me semble-t-il, peut dépendre l'avenir même de la démocratie européenne.

Mesdames, Messieurs, voilà ce que j'avais à dire. Je vous ai présenté quelques idées sur ce que nous pourrions faire. Ne reste plus qu'à réfléchir aux moyens d'agir. Sur ce point, je m'en remets à vous et, en tant que simple citoyen et dans l'esprit de ce forum, je vais maintenant céder la place et, ainsi, nous donner l'occasion de faire ici même un exercice élémentaire de démocratie.

Gouvernance globale, bonne gouvernance ou dignité de l'homme

Gesine Schwan

Université de Viadrina, Francfort-sur-l'Oder

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier pour votre aimable invitation. Je regrette de n'avoir pu me joindre à vous dès le début de cette réunion.

Cependant, ce que j'ai entendu était extrêmement intéressant. Je ne suis pas très à l'aise pour ce qui est de vous faire part de conclusions. Néanmoins, les organisateurs m'ont demandé de faire un petit discours de clôture, je ferai donc de mon mieux.

Ayant poursuivi des études de sciences politiques, je pense pouvoir vous dire quelques mots sur la démocratie.

Permettez-moi de m'exprimer en polonais.

Le titre de mon intervention est le suivant: «Gouvernance globale, bonne gouvernance ou dignité de l'homme».

Tout d'abord, permettez-moi de dire quelques mots sur la gouvernance globale et la bonne gouvernance. Je vous précise que je vais prendre une position morale bien particulière. Il s'agit avant tout de bien comprendre la dignité des êtres humains telle que cela figure dans la Constitution de l'Allemagne et dans la Constitution d'autres démocraties occidentales.

Lorsque l'on se penche sur la grande constellation de structures gouvernementales, il nous faut identifier quels sont les éléments de bonne gouvernance, c'est-à-dire de gouvernance démocratique; ces éléments qui permettraient au plus grand nombre possible de vivre la vie de leur choix, et ce, grâce à la prise de décisions politiques appropriées, au ren-

forcement de la sécurité et de la solidarité. C'est cela que je veux dire lorsque je parle de «bonne gouvernance».

Certains d'entre vous diront que je suis peut-être naïve. Mais il me semble que la naïveté est l'un des moyens nous permettant d'être créatif. Pour moi, la naïveté n'est nullement un élément négatif, mais peut tout au contraire être un élément tout à fait positif. Lorsque l'on suit les siècles de développement de la pensée politique, l'on s'aperçoit que la naïveté a été bien souvent le berceau de nouvelles idées.

Je suis membre de l'école de pensée qui croit en la coexistence de cultures différentes. La démocratie est une manière de vivre depuis l'Antiquité. La démocratie est associée à un endroit géographique bien particulier, un territoire forcément limité, afin de permettre la participation de tous.

L'un des grands progrès de la mondialisation au xx^e siècle a constitué un nouveau défi, parce que ce qui était auparavant confiné, limité à un territoire défini, est devenu mondial, global. Cela a été possible grâce au développement des technologies de l'information, à la facilité de voyager. Aujourd'hui, il convient de faire la distinction entre les défis bien spécifiques qui se posent dans des zones géographiquement limitées et les défis qui se posent, eux, à l'ensemble de la planète, tels que la lutte contre le terrorisme, le respect des droits de l'homme et la préservation de l'environnement. Cela limite la capacité d'agir des Etats, sans oublier l'impact certain du capitalisme mondial, qui semble absorber toutes les autres forces créatrices et qui s'insinue également dans l'évolution politique.

Lorsque je pense à ce qui s'est produit en 1968 dans mon pays et dans d'autres pays, où les étudiants remettaient en question les nombreuses valeurs d'après-guerre pour adopter les idées marxistes, et que se posaient de nouvelles questions; il était dit notamment que les décisions étaient prises par le capitalisme mondial. Pour notre part, nous avons toujours appuyé la démocratie d'après-guerre. Nous avons toujours pensé que le capitalisme pouvait avoir un impact sur les activités économiques en promouvant des politiques sociales, et ce, au bénéfice

de tous. Si l'on compare la politique économique de l'Allemagne fédérale de l'époque à la politique mise en œuvre dans les années 1920 et pendant la République de Weimar, on se rend compte qu'on ne peut pas vraiment la critiquer.

Mais aujourd'hui, soixante ans après la guerre, nous devons modifier notre approche: le taux de chômage augmente, nous sommes face à des différences considérables en matière de richesse. Et cela sape les démocraties, qui perdent du terrain. C'est une menace qui ne vient pas d'individus ou de groupes en particulier, mais c'est la résultante de systèmes économiques qui appartiennent au passé.

Nous n'avons pas d'idées pour remplacer ce système par un autre qui fonctionnerait mieux. Il y a toute une dynamique qui oblige le monde à se développer d'une manière qui nous semble absolument inévitable. La créativité politique se heurte à de véritables obstacles.

De plus, on assiste à une véritable instrumentalisation, à une dépendance de plus en plus importante des citoyens vis-à-vis de l'économie de marché. Il semble que l'on ne puisse jouer qu'un rôle à la fois: l'on est soit producteur, soit consommateur. Les législateurs n'ont pas la possibilité de réagir efficacement face à ces mécanismes, car ils sont soumis aux mêmes pressions que les producteurs et les consommateurs.

Nos pays riches estiment qu'ils sont sujets à des pressions de la part des pays moins riches économiquement. Aussi, l'on comprend bien qu'au vu des circonstances l'attention des «vieux pays industriels» se focalise, avant tout, sur les coûts de production. Dans les pays nouvellement compétitifs, on parle moins de ces questions: les normes sociales y sont moins élevées, il est donc moins onéreux de produire dans ces pays.

Il est souvent dit, lors de discussions publiques, que nous n'aurions qu'une seule alternative: réduire les coûts de production, c'est-à-dire réduire la sécurité sociale et donc affaiblir la réglementation du travail; ou alors il faudrait accepter le fait de produire dans des pays où les coûts de production sont moins élevés.

Les pays de l'Union européenne sont confrontés à la menace d'un certain déclin. Il y a danger lorsque les sociétés réagissent de manière pessimiste, lorsque les sociétés craignent l'avenir, lorsqu'il n'y a pas de croissance économique (ou s'il y a un temps de croissance, il est seulement imputable à la croissance de la consommation), comme c'est le cas en Allemagne ou dans d'autres pays occidentaux.

Au vu des circonstances, il semblerait que les entrepreneurs soient les seuls véritables moteurs, mais, d'un autre côté, ils ne tiennent pas compte de l'impact de leurs décisions sur l'environnement: ils ne prennent pas en considération les différents éléments. Et ce sera le cas tant que nous n'arriverons pas à mettre en place un système qui impose les mêmes contraintes à tous les agents économiques. A défaut de quoi, il nous sera très difficile de créer de nouveaux emplois dans les anciens pays industriels.

Quel organe pourrait assurer de telles garanties? Les agents économiques les plus importants dans l'économie de marché devraient participer. La solution pourrait résider en la création d'un Etat mondial. Mais cette solution n'est pas envisageable, car il ne serait pas possible de rassembler toutes les cultures du monde.

Peut-être n'a-t-on pas besoin de politique, que l'économie suffit. Nombreux ont été ceux qui pensaient que l'on pouvait se libérer de la politique par l'économie.

Je vous rappelle que Marx a étudié de près le système en Allemagne avant de formuler ses thèses. Est-ce que l'humanité se porterait mieux si le marché fonctionnait de manière incontrôlée? Peut-être y aurait-il d'autres éléments qui l'empêcheraient de fonctionner.

Un autre grand penseur, Adam Smith – je mentionne tous ces grands penseurs car je suis historienne en philosophie – était pour un marché libre. Il pensait qu'il fallait mettre en place un système gouvernemental, un système juridique qui assurerait de bonnes relations entre les parties prenantes, et ce, afin d'assurer la paix dans les pays et le contrôle aux frontières. Il prônait aussi que la main invisible du marché œuvrait en

faveur de la prospérité de tous. Il était spécialisé, au départ, dans la morale au sens philosophique du terme. Il estimait qu'il y a des valeurs morales qui sont absolument nécessaires, que tous doivent suivre afin de réaliser la solidarité.

La cogestion ne se fonde pas forcément sur les mêmes intérêts, mais se fonde sur les mêmes règles politiques, sur une infrastructure économique commune. Chacun devrait être en mesure de développer sa capacité à éprouver de la sympathie pour les uns et les autres. Sinon cette main invisible du marché ne pourrait pas fonctionner véritablement. Pour les communautés nationales, c'est encore plus visible. L'Histoire a montré qu'il était extrêmement difficile de réglementer le marché.

La question se pose alors de savoir comment nous allons pouvoir réaliser des progrès à l'échelle internationale? Les progrès sont déjà difficiles à l'échelle nationale. C'est l'un des défis politiques et théoriques les plus importants à relever dans les décennies, voire dans les siècles à venir.

Les conférences intergouvernementales, les structures intergouvernementales, les ONG, le secteur privé, le système juridique international, les cours, les tribunaux internationaux, tout ce que recouvre le terme de gouvernance mondiale, tous ces acteurs devraient présenter une sorte d'ordre très souple, nous permettant de passer de la gouvernance mondiale à la bonne gouvernance.

Il nous faut accéder à une bonne gouvernance mondiale. C'est nécessaire si l'on veut surmonter les difficultés sociales qui existent dans le monde entier. C'est également important pour la préservation de l'environnement, le partage des ressources en eau et des autres ressources naturelles.

Si la compétition n'est pas réglementée, nous ne pourrons pas nous protéger du terrorisme, nous ne pourrons pas envisager de politiques sur le long terme, favorisant la participation démocratique et la prospérité de tous.

Une démocratie mondiale ne peut se fonder sur la répression. Cela signifie qu'il faut que les règles soient acceptées volontairement. L'introduction d'un tel système doit se fonder sur des idées novatrices émergeant de l'opinion publique, donc acceptées.

Les ONG nationales et internationales ont un rôle à jouer à cet égard, de même que les forces politiques d'aujourd'hui et de demain. Si les décisions politiques peuvent être prises en toute impunité, les différentes forces politiques vont se confronter de manière non constructive. Je me réfère à cet égard à ce que disait Max Weber: il faut que les forces politiques établissent des coalitions et fassent participer les différents groupes et individus pour être efficaces. Comme Hannah Arendt, je pense qu'il s'agit d'exercer le pouvoir de manière efficace. Toute autre forme de pouvoir est violente, brutale, car elle ne se fonde pas sur l'acceptation des citoyens. Ce n'est que dans ces conditions que nous parviendrons à une bonne gouvernance mondiale.

Une multinationale doit endosser un certain nombre de responsabilités, suivre des règles. Nous devons également penser au concept de Kofi Annan, de «pacte mondial». Conformément à ce «pacte mondial», les agents économiques du monde entier se mettraient d'accord pour suivre un code de conduite.

Ceux qui souhaitent des actions non coordonnées agissent contre l'émergence d'une bonne gouvernance mondiale. Que devons-nous faire? Il nous faut convaincre ces groupes, ces noyaux de pouvoir, afin qu'ils agissent dans l'intérêt de tous. Cela ne s'applique pas uniquement aux gouvernements, aux individus, cela s'applique aux différents groupes et entités qui existent.

Il faut que les gouvernements, également, prennent des décisions politiques qui contribuent à l'émergence d'une bonne gouvernance mondiale. Malheureusement, les organes de pouvoir nationaux sont de moins en moins en mesure de le faire.

N'oublions pas que d'autres groupes jouent un rôle important et ne jouissent pas de la légitimité démocratique. Il s'agit des multinationales

qui ne sont pas élues démocratiquement, ou des ONG qui se font l'écho de l'opinion publique mais dont les membres ne sont pas élus. Si ces acteurs-là participent à la création de coalitions, il conviendra d'observer de près leurs activités.

Il est vrai que l'on parle de plus en plus de bonne gouvernance. Ainsi, les entreprises qui sont coupables de corruption n'ont pas le droit de participer aux appels d'offre de la Banque mondiale, par exemple. Des actions sont donc prises, mais ces décisions exigent une certaine volonté politique.

La bonne gouvernance n'est pas un système clos. Il s'agit de mettre en place un certain type d'ordre, qui se fonderait sur le principe de protection des droits de l'homme, de protection des droits des citoyens.

Ces éléments sont contenus dans la Magna Carta de 1215, qui se situe au fondement même d'un ordre démocratique: il s'agissait de régler les relations entre l'aristocratie et la couronne. Cette Magna Carta a servi d'inspiration pour de très nombreux accords. Si nous trouvons des éléments de bonne gouvernance dans d'autres documents, c'est dans la Magna Carta qu'étaient définis clairement certains privilèges et certains droits.

C'est ce qui devrait être fait à l'échelle globale aujourd'hui. Ce qui est possible à l'échelle nationale devrait être possible à l'échelle internationale.

L'époque glorieuse de l'Etat-nation est maintenant derrière nous. Nous devons apprendre à vivre dans un système de valeurs, d'intérêts. Il faut lutter contre le manque de transparence, afin de lutter contre les influences négatives de la mondialisation et tirer avantage de ses éléments positifs, en faveur du développement social et de la démocratie.

Bien souvent l'on se penche sur les pires scénarios possibles. Je suis experte en sciences politiques et non pas juriste; je préfère donc partir des éléments positifs.

Conclusions et perspectives

Conclusions du président

Conclusions générales

1. Le Forum du Conseil de l'Europe pour l'avenir de la démocratie a pour tâche de promouvoir le renforcement et le développement de la démocratie. Le dispositif du forum, avec ses réunions annuelles, devrait ainsi faciliter, grâce à l'étude collective des politiques et initiatives existantes, l'élaboration de réponses aux nombreux défis auxquels est confrontée la démocratie en Europe. Le forum propose que le Conseil de l'Europe et ses Etats membres diffusent le plus largement possible des bonnes pratiques et d'autres suggestions.
2. Le forum constate que l'avenir de la démocratie en Europe est intrinsèquement lié à la légitimité et à l'effectivité de la démocratie représentative à tous les niveaux. S'attaquer aux causes de la baisse de confiance et d'adhésion à l'égard de la démocratie représentative passe par la mise en œuvre de politiques propres à renforcer la confiance dans les institutions démocratiques et la classe politique.
3. En conséquence, le forum devrait offrir aux décideurs, aux praticiens, aux groupes de réflexion, aux milieux universitaires et aux ONG compétentes des outils pratiques leur permettant d'échanger des informations, d'élaborer de nouveaux instruments et d'en évaluer l'efficacité.
4. L'évaluation d'instruments relatifs à la démocratie devrait être un processus continu et se poursuivre au-delà de leur adoption et de leur mise en œuvre. Elle devrait faire partie intégrante de l'élaboration de politiques et exiger une étroite coopération dès le départ.
5. Les normes pour la promotion de la démocratie devraient couvrir l'accès des citoyens à l'information et l'accès aux médias des responsables politiques à tous les niveaux.

6. Le forum devrait offrir une plate-forme d'échange de bonnes pratiques fondée sur le principe de l'examen par les pairs, afin de permettre aux parties intéressées d'examiner et de comparer l'utilité et l'efficacité des politiques, des pratiques et des institutions visant à renforcer la démocratie.

7. Le programme de la prochaine réunion du forum devrait comprendre un rapport succinct sur les travaux et les propositions de la réunion précédente, et sur les suites données.

8. Eu égard aux décisions du 3^e Sommet du Conseil de l'Europe, le forum pourrait aider à nouer des relations plus étroites entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne.

Conclusions relatives au thème spécifique de la réunion de lancement: participation civique

9. Pour les citoyens européens, la participation civique signifie en premier lieu l'exercice du droit de vote. Le taux de participation électorale demeure un critère essentiel pour mesurer la participation civique et la crédibilité des systèmes politiques et de leurs institutions démocratiques. Le forum est favorable à toute initiative pouvant améliorer l'accessibilité, l'«inclusivité» et la transparence des systèmes électoraux.

10. Le forum estime que la participation civique peut prendre de nombreuses formes et apparences, et qu'elle revêt une importance décisive pour l'avenir de la démocratie en Europe. Lorsque la participation civique est faible ou en déclin, notamment chez les jeunes, il y a lieu de s'inquiéter et d'appeler les gouvernements, les organisations de la société civile et les organisations internationales, en particulier le Conseil de l'Europe, à prendre des mesures concrètes. Le forum est favorable aux idées et initiatives visant à accroître la participation civique, notamment par le biais de nouvelles formes de participation à la vie de la société.

11. Il convient d'apporter une attention particulière aux initiatives destinées à encourager la participation à la vie de la société, y compris à l'exercice du droit de vote, en particulier pour les groupes exclus ou marginalisés. Il est de la plus grande importance d'améliorer l'intégration, particulièrement au niveau local, des étrangers qui n'ont pas le

sentiment d'appartenir à la société dans laquelle ils vivent. Le forum est favorable aux idées et aux initiatives visant à associer pleinement chaque individu à la vie de la société.

12. Le forum affirme que l'amélioration de la participation civique passe par la création d'un cadre juridique et matériel propre à garantir l'existence, la pérennité et la liberté d'action d'organisations non gouvernementales (ONG). Les gouvernements des Etats membres devraient instaurer des procédures transparentes permettant aux organisations de la société civile d'entretenir le dialogue avec les pouvoirs publics et d'influencer leurs travaux. Le dialogue devrait devenir une pierre angulaire de la participation civique en Europe.

13. Les mesures concrètes prises par les gouvernements, les organisations de la société civile et les organisations internationales, en particulier le Conseil de l'Europe, devraient comprendre, entre autres, la modernisation des systèmes électoraux à l'aide des nouvelles technologies de communication et une réforme des processus politiques visant à accroître leur transparence et leur responsabilité vis-à-vis des citoyens.

14. Le forum est favorable aux politiques visant à accroître la participation des citoyens aux élections et aux référendums en modernisant les systèmes électoraux afin d'en faciliter l'utilisation par les électeurs sans compromettre la sécurité et l'intégrité du processus électoral. A cet égard, il convient d'accorder une attention particulière aux initiatives visant à améliorer l'accès au vote et à l'information, notamment à destination des groupes défavorisés.

15. L'avènement de l'internet a ouvert un vaste champ de possibilités de dialogue et de débat publics à l'aide des TIC. Les nouvelles technologies de vote et de participation électroniques peuvent créer de meilleures conditions de transparence et de responsabilité dans les processus politiques.

16. Encourager la participation civique des jeunes est une entreprise qui nécessite une grande attention de la part des responsables politiques et des acteurs de la société civile. Il convient à cet effet de modifier à la fois la forme et le fond du débat politique, et de lancer de nouvelles initiatives d'éducation civique à l'intérieur comme à l'extérieur du système d'enseignement. Une attention particulière devrait être accordée aux

écoles, qui devraient devenir de véritables centres d'apprentissage de la démocratie pour les jeunes, lesquels sont appelés à assumer la responsabilité de la démocratie européenne dans le futur.

17. Le forum invite le Conseil de l'Europe ainsi que les Etats membres et les organisations intéressés à lancer la réalisation, par des groupes de travail à composition non limitée, d'une étude sur l'état de la participation civique en Europe. Cette étude examinerait et comparerait l'expérience recueillie par différents Etats membres du Conseil de l'Europe, et formulerait des propositions telles que l'élaboration d'un code de bonnes pratiques pour la participation civique. Le forum recommande au Conseil de l'Europe de prendre de nouvelles initiatives pour collecter, examiner et diffuser l'expérience des Etats membres en ce qui concerne les politiques visant à améliorer la participation civique.

Le forum en tant que processus: et maintenant, qu'allons-nous faire?

Session de clôture

Terry Davis

Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

Avant tout, je tiens à présenter mes excuses pour mon absence d'hier.

La raison en est très simple. Comme chacun le sait en Pologne, nous avons commémoré cette année le 60^e anniversaire de la libération des camps de concentration en Europe. L'un de ces camps se trouvait en France; plus précisément en Alsace, tout près de Strasbourg. Dans ce camp de concentration étaient internés des travailleurs membres de la Résistance venus des quatre coins de l'Europe. Il n'y avait pas que des Français; ils étaient nombreux, certes, mais il y avait des gens qui venaient d'aussi loin que la Norvège, de la Pologne aussi, et même, à ce qu'on m'a dit, de Russie et de beaucoup d'autres pays tels le Royaume-Uni, le Luxembourg et les Pays-Bas.

Il s'agissait donc d'un camp de concentration international regroupant des gens qui s'étaient levés pour entrer dans la lutte contre le fascisme.

Hier, le Président Chirac a inauguré un centre du souvenir dans cet ancien camp de concentration français, du nom de «Struthof». En ma qualité de Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, j'ai reçu une invitation personnelle pour venir représenter tous les pays ou membres du Conseil dont les citoyens ont été assassinés dans ce camp.

C'était donc, j'espère que vous m'approuvez, une très bonne raison de devoir manquer la première journée de vos débats.

En revanche, j'ai assisté aux débats d'aujourd'hui depuis le début, et je dois dire que je les trouve vraiment passionnants. De fait, je pense que le Conseil de l'Europe doit renforcer ses activités en faveur de la démocratie. Je l'ai dit lors de mes interventions au sommet qui s'est tenu ici, à

Varsovie, il y a quelques mois, et je le répète aujourd'hui: il ne s'agit aucunement de réduire nos travaux en matière de droits de l'homme et de primauté du droit, mais d'accroître le volume de nos travaux en matière de démocratie jusqu'à un niveau raisonnable. Car je pense que la démocratie est un droit de l'homme et, donc, qu'elle est extrêmement importante. Par conséquent, Monsieur le Président, je lirai les actes de ces deux journées, dès leur publication, avec grand intérêt.

Je suis supposé dire, aujourd'hui, ce que maintenant nous allons faire, mais il me semble qu'il serait très peu démocratique de ma part de tirer mes conclusions avant d'avoir pu prendre connaissance de l'ensemble des délibérations. Toutefois, peut-être puis-je vous faire part de quelques réflexions préliminaires sur ce que, maintenant, nous allons faire.

Selon l'un des précédents orateurs, M. Buchsbaum, de l'Autriche, il faut faire montre de souplesse dans un certain nombre de questions, telles que la participation. Je suis d'accord avec lui. Il a dit qu'il était très important que les experts unissent leurs forces. Là aussi, je suis d'accord avec lui. Et c'est avec satisfaction que je l'ai entendu parler des responsables politiques.

J'étais d'autant plus satisfait que, à la fin de son intervention, il a employé deux mots affreux, deux mots que j'entends très rarement dans la bouche de ceux qui parlent de démocratie et des difficultés qu'elle rencontre. Deux mots aujourd'hui presque devenus des obscénités lors des débats politiques menés dans les forums de ce type. Bref, il a parlé de «partis politiques». Soyons juste, la représentante de la Commission européenne, Karen Fogg, a elle aussi parlé des partis politiques, mais je n'ai surpris personne d'autre à prononcer ces terribles paroles. Sachez que je suis un politicien professionnel ou, du moins, je l'étais jusqu'à il y a un an. Les partis politiques sont, me semble-t-il, une part inhérente de la démocratie. D'aucuns diront, «mais nous avons ici même des représentants de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, des représentants du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe; par conséquent, les partis politiques sont bel et bien représentés.» Pas du tout. Certes, les gens qui sont ici de l'Assemblée parlementaire – j'en ai fait partie – ou du Congrès représentent les membres du parlement; c'est-à-dire des politiciens; c'est exact. Mais il me semble

que, dès lors que l'on parle de démocratie, il faut impliquer des représentants des partis politiques, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Il est donc très important qu'à l'avenir des représentants des partis politiques participent aux forums et aux débats.

D'autre part, je suis d'accord – et, là encore, cet avis a été émis par d'autres, notamment, il me semble, par M^{me} Panfilova, de la Fédération de Russie –, ce ne sont pas de nouvelles structures qu'il nous faut. Certes, nous avons besoin de structures, mais pas de nouvelles. Pas de structures indépendantes. Les travaux liés à la démocratie doivent occuper une place prioritaire dans les activités principales du Conseil de l'Europe, et constituer une responsabilité majeure du Secrétariat. Par conséquent, je suis d'accord, nous avons besoin de structures, mais pas de nouvelles structures, ni de nouvelles institutions.

Il est un domaine qui, peut-être, n'a guère été mentionné – tout au moins dans les débats de ce matin, pardonnez-moi si jamais il l'a été hier –, ce sont les médias, qui me paraissent absolument indispensables au fonctionnement de la démocratie. J'ai noté que, dans ses conclusions, le Président a évoqué les médias. Que les médias aient une incidence sur les choix électoraux des citoyens, certes, j'en conviens. Mais ils influent aussi sur le fait que, oui ou non, les gens votent. D'après mon expérience, j'ai la conviction qu'une constante instillation de contre-publicité et de critique à l'encontre de la gent politique devient une critique du processus démocratique, laquelle, à son tour, décourage les gens de se rendre aux urnes.

Le nombre des gens qui votent lors d'une élection n'est pas une fin en soi. Je considère le taux de participation électorale comme une prise de température. Il renseigne sur la position des gens à l'égard de leurs politiciens, de leurs partis politiques et de la démocratie, mais il n'est pas une fin en soi. Il fait à vrai dire aussi partie d'un processus. Si je me permets d'être aussi affirmatif, c'est que, lors de la toute première élection où j'ai présenté ma candidature, le taux de participation électorale, le nombre des gens ayant voté, était de 97%! De quoi rendre jaloux le Président Loukachenko et Saddam Hussein! 97% des citoyens en droit de voter s'étaient rendus aux urnes! Certes, les circonstances étaient quelque peu particulières, j'en conviens, mais toujours est-il que les électeurs étaient bel et bien 97% à avoir voté. Score que, d'ailleurs, je n'ai jamais

renouvelé depuis, lors des autres élections où je me suis présenté au niveau national. Il s'agissait en fait d'une élection locale, 97 %! Aux élections nationales, jamais je n'ai réalisé un tel score. Je pourrais même dire que j'ai fait tout le contraire, car ma majorité n'a cessé de grimper et le taux de participation électorale de baisser.

Je crains d'être pour quelque chose dans ce résultat, mais je suis d'accord avec Nel van Dijk, des Pays-Bas, qui a mis le doigt sur plusieurs raisons expliquant pourquoi la proportion des gens qui votent aux élections a baissé, pas seulement au Royaume-Uni, mais aussi dans de nombreux autres pays. Elle a parlé de la mondialisation, de la privatisation, qui rendent le vote inopérant pour les questions concernant directement la vie de tous les jours. Je suis d'accord avec elle. Elle a utilisé, me semble-t-il, la phrase: «Qu'est-ce que ça change?» C'est là une phrase que j'ai souvent entendue ces dernières années lors des élections où j'étais candidat.

Je pense aussi, franchement, que le problème réside dans le consensus entre les partis politiques. Les gens n'arrêtent pas de vanter les mérites du consensus. D'accord, mais si ça ne change rien, pourquoi diable se donner la peine de voter? Puisque tout est affaire de consensus.

Je pense, à dire vrai, que la bureaucratie a quelque chose à faire là-dedans, mais c'est un point dont nous pourrions discuter à une autre occasion. J'ai entendu ce matin, Monsieur le Président, bon nombre de références aux jeunes, et je suis particulièrement intéressé par la communication de M. Doorley, du Forum européen de la jeunesse.

Mais d'ores et déjà, j'aimerais faire deux remarques.

Tout d'abord, je ne pense pas que nous puissions faire l'impasse sur l'influence des parents. Je fais partie de ceux qui tiennent compte de cette influence, mais encore faut-il reconnaître que, si de nombreux jeunes ne prennent pas la peine de voter, c'est parce qu'ils entendent deux sons de cloche contradictoires: à l'école, on leur dit que c'est une très bonne chose de voter, qu'ils doivent voter et qu'ils ont le devoir de voter; mais chez eux, ils entendent un tout autre discours tenu par leurs parents: «Ca ne va rien changer... ce n'est pas la peine... c'est tous les mêmes», et leurs parents ne votent pas. Si bien qu'à leurs yeux l'avis des enseignants perd de son importance. Si les parents ne votent pas, et

qu'ils découragent du vote et le déprécient, il y a fort peu de chances que les jeunes gens en prennent l'habitude.

D'autre part, je pense qu'il faut considérer d'autres groupes. J'étais très heureux que Nel van Dijk évoque certains autres groupes, en particulier les personnes âgées, et je pense tout spécialement au quatrième âge. A mon avis, l'avantage du vote électronique sera de faciliter le vote pour les personnes qui ne peuvent pas sortir de chez elles pour se rendre aux urnes. M. Krimmer a parlé des gens qui votent «en passant». Le problème, c'est que tout le monde ne peut pas «passer», tout simplement par incapacité à sortir de chez soi. Et il s'agit, précisément, de personnes très âgées, de personnes souffrant d'un handicap, ou peut-être, illettrées. Vous me direz peut-être: comment faites-vous pour les rendre à même de lire et d'écrire par voie électronique s'ils ne peuvent pas le faire de manière ordinaire?

Ici entrent en jeu, je le vois bien, de multiples questions, mais je pense que c'est là que se révélera l'intérêt particulier du vote électronique. Parmi ces idées, beaucoup figurent déjà, bien entendu, dans des documents produits par le Conseil de l'Europe.

Mais la question n'est pas de savoir ce que nous avons fait, mais ce que nous allons faire. Et j'espère que le processus de ce forum nous apportera quelques idées. De fait, pas seulement des idées, mais quelques réponses aux défis qui se présentent à la démocratie. J'espère que nous saurons aboutir à un accord, dans les quelques années à venir – j'ai bien dit «quelques» – sur une série de principes démocratiques communs aux Etats membres du Conseil de l'Europe. Ainsi remplirons-nous l'un des principaux engagements du plan d'action adopté ici même il y a quelques mois. Cet engagement consistait à élaborer des normes en matière de démocratie et de bonne gouvernance. A dire vrai, j'espère beaucoup que ce forum fera bien davantage.

J'espère que, dans cinq ans, nous serons en mesure de dire que des normes supérieures sont mises en pratique dans les Etats membres du Conseil de l'Europe. De la même façon que bon nombre de nos Etats membres peuvent déjà indiquer des normes supérieures à celles qui existaient quinze ans auparavant. Tous nos Etats membres peuvent indiquer des normes supérieures, aujourd'hui, sur le plan de la démocratie, à

celles appliquées il y a cent ans. Mais j'espère que, dans les cinq ans à venir, nous pourrons élever ces normes encore plus haut.

Monsieur le Président, permettez-moi de conclure en exprimant mon espoir que, dans ce cadre, le Conseil de l'Europe parviendra à se faire reconnaître comme foyer de démocratie en Europe, de même qu'il est déjà reconnu, je pense que nous pouvons l'affirmer à juste titre, comme la conscience de l'Europe en termes de droits de l'homme. Je vous remercie infiniment.

